



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52976

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

d'avantage conscience du résultat de siècles de compromissions, voire de collusion entre des institutions se réclamant d'une éthique religieuse ou scientifique et la «raison d'Etat» au détriment du respect et des droits de la personne humaine.

Rita THALMANN, Paris

Ruth Bettina BIRN, *Die höheren SS- und Polizeiführer. Himmlers Vertreter im Reich und in den besetzten Gebieten*, Düsseldorf (Droste) 1986, X-430 p.

Parmi les divers grades et titres SS, dont la tonalité était et reste étrange au public, même allemand, il en est un qui, à première vue, est particulièrement inexplicable et même quelque peu terrifiant. Celui de «Höherer SS- und Polizeiführer» ne possède même pas de traduction satisfaisante en français. Lors du procès de Karl Albrecht Oberg, qui avait été précisément HSSPF en France (ou plutôt «dans la juridiction du commandant militaire en France») on a choisi de parler du «Chef supérieur des SS et de la police allemande». D'autres traductions sont également connues, comme par exemple Chef supérieur SS de Police, ou des formules voisines. Dans son ouvrage magistral consacré à ce problème, Ruth Bettina Birn précise dès le sous-titre de qui et de quoi il s'agissait, à savoir des représentants de Himmler dans le Reich hitlérien et dans les territoires occupés, en sa double qualité de Chef National des SS et Chef de la Police allemande. L'auteur nous livre un travail de valeur, sur le plan historique mais aussi sur un plan sociologique. Elle a choisi un *corpus* numériquement limité: 47 personnages en tout et pour tout ont possédé ce titre (parfois un titre voisin, choisi pour ne pas froisser certaines susceptibilités). Et ces personnages ont joué un rôle déterminant, non pas dans la conception de la politique nazie mais dans sa mise en œuvre au niveau de la répression, sur le plan régional d'abord puis à l'échelle des divers pays occupés.

L'idée de Himmler, en créant la fonction de HSSPF, était double. Il avait choisi des hommes ayant rang de général SS (à partir des grades de «Oberführer» voire de «Gruppenführer»), installés au début dans chaque région militaire, pour en faire d'une part ses représentants auprès des chefs militaires voire des organes d'Etat du parti nazi dans la région en question, et d'autre part ses délégués personnels chargés de superviser au niveau régional les services de police et les branches des diverses directions SS, en quelque sorte par dessus leurs propres organes de la capitale. Ainsi le HSSPF en Westphalie, par exemple, avait juridiction disciplinaire sur les Inspecteurs de la Sicherheitspolizei (appelons-la Gestapo, bien que le nom soit impropre, car il a l'avantage d'être explicite), et aussi sur ceux de la police encasernée, appelée Ordnungspolizei. Ceci alors que ces inspecteurs recevaient des directives d'activité de leurs directions centrales à Berlin. Lesdites directions dépendaient pourtant elles aussi de Himmler. Ainsi donc, Himmler parvenait-il à tenir ses hommes par une double chaîne de commandement. Le pouvoir de ces personnages dépendait, en grande partie, de leur capacité à s'imposer à leurs homologues. L'homologue du HSSPF était, au plan du parti, le Gauleiter, au plan de l'armée le général commandant la région militaire. Selon les cas, tantôt l'un tantôt l'autre parvenaient à s'imposer.

Avec le déclenchement de la guerre et l'occupation de nombreux pays, des HSSPF furent installés graduellement dans les régions et pays occupés. Ils étaient subordonnés – sur le plan purement disciplinaire – tantôt aux commandants et gouverneurs militaires, tantôt aux chefs de l'administration civile (quel qu'en fût le titre).

Birn expose dans le détail le type d'activités assuré par ces personnages. On y trouve en bonne place les préoccupations raciales, «positives» et «négatives». Il s'agissait, en effet, au plan «positif» du «recouvrement» des Allemands ethniques ramenés dans le Reich, à partir des régions sous influence de l'URSS (Pays Baltes, Bessarabie, Bukowine, Ukraine et Biélorussie occidentales), ou encore d'autres pays. Ce fut d'ailleurs un échec. Des centaines de milliers de

personnes ont été acheminées de centre d'accueil en camp de transit, pour être, pour certaines, installées en Pologne dans des fermes dont on avait chassé les paysans polonais – pour se retrouver, en 1945, dans le meilleur des cas, chassées par l'avance soviétique. Une autre activité «positive» a été la tentative de «regermaniser» une partie importante de la population polonaise. Là, Birn nous montre qu'en fait de critères «raciaux», les HSSPF et leurs organes subordonnés agissaient à partir de préjugés parfaitement petits-bourgeois. Davantage que les ancêtres ou les traits physiques, comptait la propreté de la maison ou des vêtements des intéressés.

L'activité négative consistait à éloigner les gens jugés racialement indésirables, polonais ou autres. Nous n'avons pas parlé des actions antijuives des HSSPF. Elles ont constitué un chapitre à part, fort considérable. Leur rôle dans ce domaine avant 1939 a été relativement limité, encore que l'auteur relève que l'engagement à fond contre les Juifs, en particulier lors du pogrom connu sous le nom de la «Nuit de Cristal» (nov. 1938), a constitué une bonne note dans les dossiers de plusieurs de ces personnages.

Mais c'est dans le cadre de la «solution finale» que les HSSPF ont donné leur mesure. L'auteur nous montre que chez certains c'était devenu une obsession. Friedrich Jeckeln, HSSPF d'abord en Ukraine puis à Riga a fait preuve non seulement d'un zèle particulier mais paraît avoir trouvé une satisfaction personnelle dans l'assassinat en masse des Juifs. Il n'était pas le seul, car on voit un «groupe d'intervention» («Einsatzgruppe») faire des représentations à Berlin: «il ne faut pas croire que seul le HSSPF a tué des Juifs en grand nombre. Nous aussi nous en avons beaucoup tué!» (p. 172). Dans certains cas, le HSSPF parvient à jouer un rôle politique voire diplomatique de tout premier plan. Ainsi en France le HSSPF Carl Oberg négociait personnellement avec Laval et même avec le maréchal Pétain du sort des Juifs. Il menait ces négociations et tenait au courant le commandant militaire (Militärbefehlshaber), mais sans en solliciter l'accord préalable. Il recevait ses ordres de Himmler directement.

Birn analyse dans ses divers chapitres les conflits de compétences, que ce soit entre les HSSPF et les autres organes de pouvoir nazi, ou encore entre les mêmes HSSPF et les autres instances SS. Elle a le grand mérite, cependant, de ne pas en surestimer la portée. «La dynamique (des conflits de compétences) ne doit pas être comprise comme l'expression d'une volonté aveugle de puissance, ni comme le produit de la pression permanente de la concurrence résultant du chaos de compétences devenu autonome. Elle a servi exclusivement à la réalisation rapide et efficace des objectifs idéologiques de la direction national-socialiste. A aucun moment elle n'est sortie du cadre prédéterminé par l'idéologie nazie» (p. 397). Dans les régions occupées, le prestige et la puissance au sein des SS des divers HSSPF dépendait de la réussite du programme de «germanisation» ou de «regermanisation», constatée par le nombre de recrues pour les Waffen-SS. Accessoirement, par la mobilisation pour la Wehrmacht de harkis (nous employons volontairement un terme anachronique) des organisations collaboratrices. On peut dire, et Birn le souligne, que l'institution des HSSPF a permis à Himmler d'empêcher les nombreux organismes de répression qu'il dirigeait d'acquérir une autonomie qui aurait pu avoir des effets fâcheux pour lui-même. L'auteur conclut en s'efforçant de déterminer les critères d'efficacité des HSSPF (p. 399): à mesure que la domination nazie s'est concentrée sur la conquête et l'extermination, on a vu s'accroître l'activité, l'efficacité et l'importance des HSSPF.

Birn fournit de brefs portraits des 47 HSSPF. On y trouve une grande variété, allant du fou sanguinaire (Jeckeln) au flic borné (Querner). Il y a Oberg le diplomate et Wolff qui se prenait volontiers pour un homme d'Etat. Ce dernier a joué un certain rôle dans la capitulation de la Wehrmacht en Italie en 1945, mais l'auteur ne développe pas cet aspect. On y trouve des personnages qui cherchent la fuite dans l'alcool, voire le suicide, si ce n'est les deux à la fois (Rediess, Schimana, Alvensleben, Globocnik, Gottberg, Querner). Quelques-uns – une petite minorité – ont été condamnés à mort après la guerre et exécutés. Plus nombreux ont été ceux qui, après plusieurs années en prison du fait de condamnations, des tribunaux alliés voire

de la RFA, ont retrouvé la liberté et sont le plus souvent décédés depuis, comme l'ont fait aussi ceux qui, peu nombreux, ont échappé à toute poursuite.

Sauf erreur, un seul a reconnu le caractère meurtrier de l'action SS. Il s'agit de Erich von dem Bach-Zelewski. Encore l'a-t-il fait à Nuremberg en 1945/46, essentiellement pour sauver sa peau. Il l'a sauvée en effet, mais il n'a pas échappé à la prison, où il est d'ailleurs mort, seul ancien HSSPF à mourir dans une prison de la RFA. Ses anciens camarades ne lui avaient pas pardonné sa « trahison » de Nuremberg et se sont arrangés pour faire sortir tout le dossier.

Il est bon que cette jeune agrégée ait entrepris ce travail, long et pénible, de recherche et, surtout, d'évaluation. La masse de matériel d'archives dont elle fait état est impressionnante. Ce qui est au moins aussi impressionnant est le fait, manifeste à la lecture, qu'elle l'a assimilée. La recherche sur le III^e Reich ne pourra pas, désormais, faire abstraction de cet ouvrage, dont on peut souhaiter une traduction française.

Lucien STEINBERG, Paris

Christentum und Politik: Dokumente des Widerstands. Zum 40. Jahrestag der Hinrichtung des Zentrumspolitiker und Staatspräsidenten Eugen Bolz am 23. Januar 1945. Hg. von Joachim KÖHLER, Sigmaringen (Thorbecke) 1985, 85 p.

La question que pose le présentateur d'Eugen Bolz: a-t-il agi en chrétien ou s'agit-il d'un acte de résistance politique? nous paraît peu pertinente; c'est parce qu'il était profondément chrétien que Bolz fut amené, après 1941, à combattre un régime criminel que ses collègues du *Zentrum*, lui inclus, et la majorité des catholiques allemands avaient cependant accepté, parfois même avec enthousiasme, en 1933.

Ce petit ouvrage se compose de trois parties d'importance inégale. Une brève introduction de l'éditeur (J. Köhler) qui tente de définir la position de Bolz par rapport au national-socialisme. Une partie documentaire qui comprend un assez long texte de Bolz, rédigé en 1934, dans lequel il s'efforce de préciser les rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat et, d'autre part, les attendus de la sentence du *Volksgerichtshof* condamnant Bolz à mort pour haute-trahison et acquittant Hermann Pünder, qui fut jusqu'en 1933 secrétaire d'Etat de la chancellerie du Reich. Enfin une très brève chronologie de la vie de Bolz.

Elu député du *Zentrum*, Eugen Bolz n'a cessé, de 1919 à 1933, d'occuper d'importantes fonctions dans le gouvernement wurtembergeois qu'il présida même de 1928 à 1933. Le 15 mars 1933 il dut céder son poste au Gauleiter du Wurtemberg, Wilhelm Murr, et fut dès lors écarté de toute activité politique. Bien qu'il eût voté le 23 mars – contre sa conviction, il est vrai – la loi des pleins pouvoirs, il n'en fut pas moins arrêté en juin et incarcéré pendant trois semaines.

A l'automne 1941, Goerdeler prit contact avec lui et le rencontra ensuite régulièrement. En mai 1944, Eugen Bolz accepte le poste de *Kultusminister* dans le gouvernement que les conjurés du 20 juillet avaient envisagé pour l'après-Hitler. Arrêté le 12 août, Bolz est condamné à mort le 21 décembre et exécuté à Plötzensee le 23 janvier 1945.

Les documents présentés sont assez hétérogènes. Dans sa méditation de 1934, reproduite in extenso, Bolz affirme, à partir des encycliques pontificales, les droits imprescriptibles de l'Eglise catholique face à l'Etat. Les attendus du *Volksgerichtshof* confirment certains aspects de la personnalité de Goerdeler qui, par ses déclarations intempestives, a compromis plus d'un conjuré et précisent par ailleurs l'attitude de Hermann Pünder pendant la guerre.

L'ouvrage se propose de rendre hommage à la droiture et au courage de l'homme politique wurtembergeois dont l'attitude inspire effectivement le respect. Ce témoignage toutefois ne saurait faire oublier – tel n'est pas il est vrai son objet – l'attitude discutable de la hiérarchie catholique sous le III^e Reich.

Gilbert BADIA, Paris